

## **PRÉSENTATION DU STDF POUR LA TREIZIÈME SESSION DE LA CPM**

### **1 PRÉSENTATION**

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) aide les pays en développement à mettre en œuvre les normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé animale et de préservation des végétaux, ainsi qu'à obtenir et à maintenir un accès aux marchés. Le STDF est une plate-forme mondiale de coordination et de partage des connaissances. Il repère et fait connaître les bonnes pratiques, mobilise des ressources et s'efforce de proposer des solutions coordonnées et cohérentes visant à renforcer les capacités SPS. En outre, il apporte un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets collaboratifs et innovants dans le domaine SPS.

1.2. Le STDF a été créé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), le Groupe de la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui héberge et gère le Secrétariat et le Fonds d'affectation spéciale du STDF. De nombreuses autres organisations internationales et régionales menant des activités de renforcement des capacités dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au Fonds d'affectation spéciale du STDF et des experts de pays en développement, ainsi que les secrétariats de la CIPV et du Codex, participent activement aux travaux du STDF.

1.3. Le présent document fournit une brève mise à jour concernant les activités et projets du STDF depuis la douzième session de la CPM (CMP-12). Le tableau 1 donne un aperçu des projets en cours du STDF dans le domaine phytosanitaire; un grand nombre de ces projets bénéficient de la participation et des conseils techniques de la FAO et du secrétariat de la CIPV.

### **2 LANCEMENT DE L'OUVRAGE SUR LES RÉSULTATS DU STDF**

2.1. Le STDF établit et publie régulièrement des présentations de résultats obtenus dans le cadre de projets qui soulignent les résultats et les incidences des projets du STDF menés partout dans le monde, et notamment en Afrique, en Amérique latine et en Asie.<sup>1</sup> Il vient d'achever un ouvrage qui met en lumière les résultats et les incidences d'un large éventail de projets du STDF mis en œuvre ces dix dernières années dans les domaines de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé animale et de la préservation des végétaux et du commerce. Cet ouvrage sur les résultats du STDF est disponible sur le site Web du STDF.<sup>2</sup>

2.2. Jouant son rôle de plate-forme de partage des savoir-faire existants et des bonnes pratiques dans le domaine SPS, le STDF publie régulièrement des notes d'information sur des questions présentant un intérêt. En 2017, des notes d'information ont été publiées sur: i) la manière dont les projets du STDF améliorent la capacité du secteur privé à mettre en œuvre les mesures SPS et à tirer parti des possibilités commerciales<sup>3</sup>; ii) la certification électronique dans le domaine SPS<sup>4</sup>; et iii) les outils d'évaluation des capacités SPS à l'œuvre, dont l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires (ECP).<sup>5</sup>

2.3. La chaîne YouTube<sup>6</sup> du STDF comporte des liens vers tous les films du STDF, par exemple "Solutions pour la sécurité du commerce" et "Cacao: la filière gourmande". Elle comporte aussi des

<sup>1</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/stdf-results-series>.

<sup>2</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/driving-safe-trade-solutions-worldwide>.

<sup>3</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/partnering-private-sector>.

<sup>4</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/going-paperless-sps-e-certification>.

<sup>5</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF\\_Briefing\\_14.pdf](http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Briefing_14.pdf).

<sup>6</sup> Voir: <https://www.youtube.com/channel/UC3ZaHQUne0GAELWjcXwFwkg>.

liens vers de nombreux autres films pertinents du domaine SPS, dont le film intitulé "Solutions de gestion des connaissances sur la façon dont les emballages en bois sûrs soutiennent le commerce". Ce film montre comment le STDF a aidé quatre pays africains à identifier des solutions pour améliorer la conformité avec la norme internationale sur les matériaux d'emballage en bois (NIMP 15).<sup>7</sup>

2.4. Les délégués sont encouragés à s'abonner à la liste de diffusion du STDF (<http://www.standardsfacility.org>) pour recevoir régulièrement des informations sur les activités du STDF.

### 3 BONNES PRATIQUES RÉGLEMENTAIRES

3.1. Le STDF a mené une enquête pour analyser la manière dont les bonnes pratiques réglementaires (BPR) peuvent être utilisées pour améliorer la qualité et l'efficacité des mesures SPS dans les pays en développement, en vue de garantir la protection de la santé et de favoriser un commerce sûr. Lors de l'élaboration de cette enquête, le STDF a reçu des contributions très utiles de la part du secrétariat de la CIPV. L'objectif était de collecter des renseignements pour déterminer si et comment les autorités SPS des pays en développement appliquent des BPR en vue de renforcer l'élaboration, la mise en œuvre et l'examen des mesures SPS.

3.2. Le secrétariat du STDF a reçu 118 réponses au questionnaire de la part de fonctionnaires des ministères, organismes et départements gouvernementaux responsables de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé animale et de la préservation des végétaux dans 64 pays et territoires. Les résultats préliminaires montrent que des BPR (par exemple des consultations publiques, l'utilisation de normes internationales, etc.) sont utilisées par certains pays pour soutenir l'élaboration de mesures SPS, même si l'accent est davantage mis sur l'évaluation des risques pour la santé que sur les effets attendus sur le commerce. Les réponses semblent également indiquer qu'on s'attache moins à examiner ou à évaluer si les mesures SPS appliquées atteignent les objectifs recherchés.

3.3. Le STDF poursuivra ses travaux sur ce sujet, qui comprendront une étude documentaire pour chercher des cas d'expérience décrivant les expériences, résultats et leçons liés à l'utilisation de BPR et en constituer une compilation, ainsi que l'établissement d'une liste de contrôle pratique. Les organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) des pays en développement sont encouragées à faire connaître des cas d'expérience, qui seront inclus dans l'étude. Des renseignements complémentaires seront publiés prochainement sur le site Web du STDF.<sup>8</sup>

### 4 PASSAGE D'UN SYSTÈME SPS PAPIER À UN SYSTÈME SPS AUTOMATISÉ

4.1. Le 12 juillet 2017, au cours du sixième Examen global de l'Aide pour le commerce, le STDF a organisé une séance d'information de haut niveau sur la situation concernant la certification électronique dans le domaine SPS, et plus généralement sur l'utilisation des nouvelles technologies dans le contexte du respect des normes SPS et du commerce. Cette séance a réuni plus de 250 participants. Des présentations et une note d'information sont disponibles sur le site Web du STDF.<sup>9</sup> Les principaux points soulevés étaient les suivants:

- a. les systèmes électroniques SPS peuvent améliorer la traçabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement, réduire le gaspillage alimentaire, les délais et les coûts du commerce et le nombre de certificats frauduleux, et instaurer la confiance entre les partenaires commerciaux;
- b. la certification électronique peut réduire les délais de certification de 15 jours à 4 heures; le Codex, la CIPV et l'OIE sont en train d'élaborer des lignes directrices et de créer des plates-formes et des outils de renforcement des capacités pour faciliter la certification électronique, en complétant les réformes de modernisation encouragées par l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges;

---

<sup>7</sup> Des renseignements supplémentaires sur ce projet sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/PG-460>.

<sup>8</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/good-regulatory-practice>.

<sup>9</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/A4T\\_Review\\_2017](http://www.standardsfacility.org/A4T_Review_2017).

- c. certaines conditions doivent être réunies pour que soit possible la numérisation complète de l'ensemble des organismes; les secteurs public et privé doivent tirer parti des solutions existantes pour améliorer le transfert de données et l'échange de renseignements; des modèles de financement doivent être mis à la disposition des pays en développement pour favoriser une transition efficace vers les systèmes SPS automatisés.

4.2. Le STDF soutient par ailleurs le projet de système de certification phytosanitaire électronique (ePhyto) mis en œuvre par la FAO/la CIPV et qui vise à renforcer les capacités des pays en développement pour faciliter un commerce sûr et efficace des végétaux et des produits végétaux grâce à l'établissement d'un cadre mondial autonome pour la certification phytosanitaire électronique.<sup>10</sup>

## **5 ÉTABLISSEMENT DE PRIORITÉS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE SPS POUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS**

5.1. En 2016, le STDF a publié le guide de l'utilisateur intitulé "Établissement de priorités dans les investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés (P-IMA): un cadre pour éclairer et améliorer les processus de prise de décisions dans le domaine SPS". Jusqu'à présent, ce cadre a été utilisé pour établir des priorités parmi les options d'investissement dans le domaine SPS dans plusieurs pays en développement qui diffèrent considérablement par l'ampleur et la diversité de leurs exportations de produits alimentaires et agricoles et par leurs besoins en matière de renforcement des capacités SPS. Les expériences en ont mis en lumière les avantages, par exemple pour faciliter le dialogue public-privé sur les questions SPS, mieux sensibiliser les responsables politiques aux avantages du renforcement des capacités SPS, éclairer et améliorer les processus nationaux de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS, soutenir l'élaboration de projets et mobiliser des ressources financières supplémentaires.

5.2. En 2017, le Groupe de travail du STDF a approuvé une demande présentée par Madagascar en vue d'appliquer le cadre P-IMA et de classer par priorité les besoins d'investissements dans le domaine SPS pour les principales chaînes de valeur ayant un potentiel d'exportation. Le Groupe de travail a également approuvé une demande présentée par le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) pour l'utilisation du cadre P-IMA afin d'aider certains pays membres du COMESA à établir des priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS et à intégrer ceux-ci dans les plans d'investissements sectoriels destinés à l'agriculture, au commerce, à la lutte contre le changement climatique et à l'environnement. Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) en ferait partie.

5.3. Le cadre P-IMA est actuellement utilisé par le Service national d'inspection et de quarantaine phytosanitaires du Ministère de l'agriculture du Tadjikistan afin d'établir des priorités parmi les options d'investissement dans le domaine phytosanitaire pour l'accès aux marchés, dans le cadre d'un don pour la préparation de projets du STDF et mis en œuvre par la FAO en 2018 (STDF/PPG/561).

5.4. Le guide de l'utilisateur du cadre P-IMA et une courte note d'information peuvent être téléchargés sur le site Web du STDF. Les délégués qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur la manière d'utiliser le cadre P-IMA et d'en tirer parti sont invités à contacter le secrétariat du STDF.

## **6 BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE**

6.1. La Bibliothèque virtuelle du STDF<sup>11</sup> est un référentiel d'information consultable en ligne, assurant un accès rapide et facile à un éventail de ressources documentaires en ligne centrées sur la coopération technique et le renforcement des capacités dans le domaine SPS. Les parties contractantes de la CIPV sont encouragées à transmettre au secrétariat ([STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org)), pour inclusion dans la bibliothèque, les documents pertinents, y compris: documents de projets et rapports finals, supports de formation, évaluations/examens de projets, évaluations des besoins en capacités SPS, analyses coûts-avantages, études de cas, travaux de recherche pertinents et autres articles sur le renforcement des capacités SPS. La bibliothèque vient compléter d'autres systèmes d'information et bases de données mis au point et actualisés par des partenaires du STDF, des

<sup>10</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/PG-504> et l'annexe.

<sup>11</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/library>.

donateurs et d'autres organisations et comporte des liens vers ces différentes sources de renseignements, y compris la page de ressources phytosanitaires de la CIPV (créée dans le cadre du projet STDF/PG/350).<sup>12</sup>

## 7 ÉLABORATION DE PROJETS

7.1. Le STDF fournit des conseils et un soutien aux bénéficiaires concernant l'élaboration de projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration de projets (DEP). Des DEP pouvant aller normalement jusqu'à 50 000 dollars EU sont disponibles pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. Ces dons peuvent être demandés aux fins suivantes: i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer les effets potentiels et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et iii) élaboration de propositions de projet susceptibles d'être financées par d'autres donateurs ou par le STDF.

7.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé **90 DEP** au total. Les DEP ci-après qui portent sur la préservation des végétaux et le commerce ont été approuvés depuis la CMP-12:

- STDF/PPG/498: Renforcer les capacités phytosanitaires pour faciliter le commerce en Guinée.
- STDF/PPG/626: Informatiser la surveillance et le signalement des organismes nuisibles et la certification des semences au Nigéria.

## 8 FINANCEMENT DES PROJETS

8.1. Des dons sont aussi disponibles auprès du STDF. Sont considérés favorablement les projets mettant l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) les approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iii) la mise en œuvre d'approches collaboratives englobant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale, la préservation des végétaux et le commerce.

8.2. Les bénéficiaires doivent contribuer au projet avec leurs propres moyens, soit par une mise de fonds, soit par des contributions en nature telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs déjà existants.

8.3. Depuis sa création, le STDF a approuvé le financement de **87 projets** au total. En mars 2018, le Groupe de travail du STDF a approuvé un projet qui aidera le Togo à renforcer son système de contrôle et de certification dans le domaine SPS pour le secteur des fruits et légumes. De plus, les projets ci-après axés sur la préservation des végétaux ont été achevés en 2017:

- STDF/PG/401: Formation de facilitateurs d'ECP.<sup>13</sup>
- STDF/PG/460: Solutions de gestion des connaissances sur la façon dont les emballages en bois sûrs soutiennent le commerce en Afrique.<sup>14</sup>

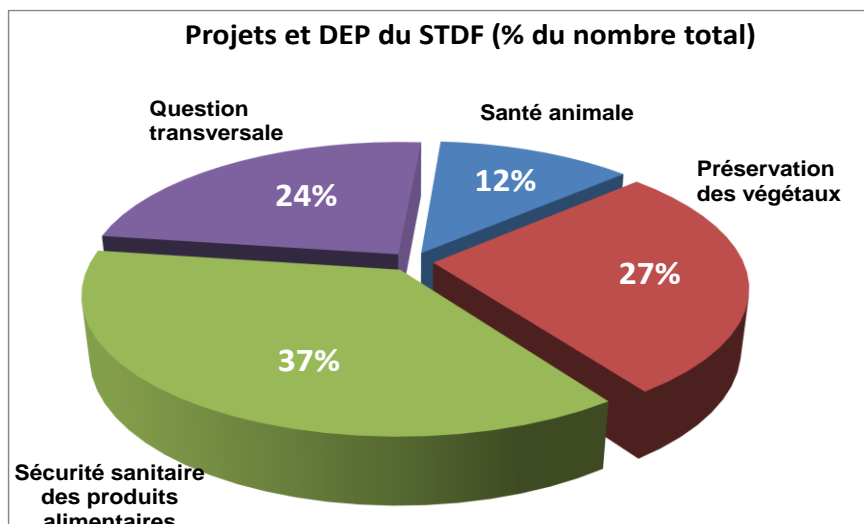
8.4. Le graphique ci-dessous **montre** que, depuis la création du STDF, 27% des projets et des DEP ont porté sur des questions de préservation des végétaux.

---

<sup>12</sup> Voir: <http://standardsfacility.org/PG-350>.

<sup>13</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/PG-401>.

<sup>14</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/PG-460>.



8.5. Les demandes de DEP et les demandes de financement de projets auprès des organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) sont encouragées. Les propositions peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **10 août 2018**.

#### **ÉTAPES QU'IL EST RECOMMANDÉ DE SUIVRE POUR DEMANDER LE FINANCEMENT DE PROJETS PAR LE STDF OU DE DEP:**

- 1. Naviguez dans les pages Web ci-après pour obtenir des renseignements (objectifs, critères d'admissibilité, etc.):**
  - DEP: <http://www.standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants>.
  - Projets: <http://www.standardsfacility.org/fr/projectgrants>.
- 2. Reportez-vous à des exemples antérieurs:**
  - a. DEP: <http://www.standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants>.
  - b. Projets: <http://www.standardsfacility.org/fr/projectgrants>.
- 3. Lisez attentivement la note d'orientation pour la présentation de demandes:**  
[http://standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote\\_French\\_FINAL\\_2015.pdf](http://standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote_French_FINAL_2015.pdf).
- 4. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.**
- 5. Envoyez une brève note descriptive sur le projet que vous envisagez ([STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org)) pour obtenir en retour des informations sur son admissibilité éventuelle et ses chances de financement.**
- 6. Remplissez un formulaire de candidature et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.**
  - a. DEP: [http://standardsfacility.org/sites/default/files/PPGApplicationForm\\_French\\_2015.doc](http://standardsfacility.org/sites/default/files/PPGApplicationForm_French_2015.doc).
  - b. Projets: [http://standardsfacility.org/sites/default/files/PGApplicationForm\\_French\\_2015.doc](http://standardsfacility.org/sites/default/files/PGApplicationForm_French_2015.doc).

8.6. Le tableau 1 donne un aperçu des projets en cours financés par le STDF qui portent sur des questions liées à la préservation des végétaux et au commerce. De plus amples renseignements sur ces projets, sur le STDF et ses autres activités et sur les formulaires de demande et les critères d'admissibilité sont disponibles sur le site Web du STDF.

**Tableau 1: Projets pertinents en cours du STDF**

Intitulé du projet	Objectif et état d'avancement	Contribution du STDF (en \$EU)
STDF/PG/316: Renforcement du contrôle phytosanitaire et des services de diagnostic en <u>Azerbaïdjan</u>	<p>Améliorer le contrôle phytosanitaire et les services de diagnostic assurés par le Service du contrôle phytosanitaire et l'Administration des douanes afin de maintenir le niveau de protection phytosanitaire nécessaire à la production agricole. Le projet complète un projet de 2 millions de \$EU financé par la Banque mondiale pour accroître la compétitivité du secteur agricole. Il est mis en œuvre par la FAO avec les conseils techniques du secrétariat de la CIPV. La mise en œuvre a commencé en septembre 2014.</p> <p>Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://www.standardsfacility.org/PG-316">http://www.standardsfacility.org/PG-316</a>.</p>	1 000 000
STDF/PG/432: Renforcement des systèmes d'information pour la surveillance et le signalement des organismes nuisibles dans la région <u>Asie-Pacifique</u>	<p>Améliorer et promouvoir les bonnes pratiques pour la collection, le traitement et la diffusion de renseignements sur la surveillance des organismes nuisibles dans la région Asie-Pacifique. La mise en œuvre du projet par le Département australien de l'agriculture et des ressources aquatiques a débuté en décembre 2016.</p> <p>Le Cambodge, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, la RDP lao, la Thaïlande et le Viet Nam participent au projet grâce au soutien du STDF. Singapour et le Myanmar participent grâce à un financement ne provenant pas du STDF.</p> <p>Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://www.standardsfacility.org/PG-432">http://www.standardsfacility.org/PG-432</a>.</p>	997 595
STDF/PG/502: Renforcement régional pour la mise en œuvre des mesures phytosanitaires et l'accès aux marchés dans les pays membres du <u>COSAVE</u>	<p>Renforcer les capacités pour la mise en œuvre de mesures phytosanitaires afin de maintenir et d'améliorer le statut phytosanitaire de la région du COSAVE (qui comprend l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay), et ainsi faciliter les échanges commerciaux au sein de la région et aider les pays à maintenir les marchés actuels. Le projet, qui a débuté en novembre 2015, est mis en œuvre par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).</p> <p>Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://www.standardsfacility.org/PG-502">http://www.standardsfacility.org/PG-502</a>.</p>	1 084 270
STDF/PG/504: ePhyto: renforcer la sûreté du commerce des plantes et des produits d'origine végétale	<p>Renforcer les capacités des pays pour faciliter un commerce sûr et efficace des végétaux et des produits végétaux grâce à l'établissement d'un cadre mondial pour la certification phytosanitaire électronique. La mise en œuvre du projet par la FAO/la CIPV a débuté en décembre 2016.</p> <p>Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://www.standardsfacility.org/PG-504">http://www.standardsfacility.org/PG-504</a>.</p>	1 000 000